

4 Politique

Présidentielle 2016/Au lendemain de la réélection du président Ali Bongo Ondimba

Le calme règne au Gabon

O. N.

Libreville/Gabon

Aussi bien à Libreville, la capitale du pays, que dans les autres localités de l'intérieur, aucun acte de violence n'a été signalé. Cela au moment où certaines réactions commencent à se faire entendre. Aussi bien au niveau national que sur le plan international.

LA Cour constitutionnelle a validé, dans la nuit de vendredi à samedi, la réélection du président Ali Bongo Ondimba, en rejetant l'essentiel de la requête de son principal challenger, Jean Ping qui avait sollicité auprès de la Haute juridic-

tion, un recomptage des voix, dans la province du Haut-Ogooué. De la décision relative à la proclamation des résultats définitifs de l'élection présidentielle du 27 août dernier, lue par le président de la Cour, Mme Marie-Madeleine Mborantsuo, lors de l'audience, du vendredi dernier, on retiendra essentiellement que le candidat du Parti démocratique gabonais (PDG) est élu avec 50,66% de suffrages contre 47,24% pour Jean Ping. Soit, quelque 11 000 voix d'avance, contre moins de 6000 voix selon les résultats officiels provisoires. Depuis lors, le calme règne dans la capitale du pays, ainsi qu'à l'intérieur.



Photo : J.F. MAROLA

Les Forces de l'ordre veillent sur la sécurité des biens et des personnes.

Jusqu'à ce jour aucun incident n'était signalé. Un important dispositif de sécurité a été déployé à Libreville, Port-Gentil, ainsi que dans le reste des autres principales villes du pays. Venant quelque peu compléter, sur un tout autre

plan, les incessants appels au calme, à l'apaisement et à la préservation de la paix, lancés par la Communauté internationale, et au niveau national, depuis le 31 août dernier, date de l'annonce des résultats provisoires par le ministre de l'Inté-

rieur. Ce qui avait fait suite à des incidents d'une violence inédite, aussi bien à Libreville, à Port-Gentil que dans plusieurs autres localités du Gabon.

Cette accalmie est également due au discours des leaders politiques qui n'ont pas explicitement appelé à manifester dans la rue. Jean Ping, dont la réaction était très attendue, ayant préféré demander aux siens de "rester vigilants et mobilisés". Pendant qu'Ali Bongo Ondimba appelait la classe politique à un "dialogue politique"...

Sur le plan international, on note déjà quelques réactions. Le président en exercice de l'Union africaine (UA), Idriss Déby Itno, le Maroc et l'ambassade des

Etats-Unis au Gabon ont dit "prendre acte" de la réélection du président Ali Bongo Ondimba. Pour sa part, Paris par la voix de son ministre des Affaires étrangères, Jean-Marc Ayrault, demande aux autorités gabonaises de "prendre les initiatives qui restaurent la confiance des Gabonais en leurs institutions et n'éloignent pas le Gabon des normes internationales en matière de droits de l'Homme et d'Etat de droit". Cela après avoir déclaré que "la France constate que l'examen des recours n'a pas permis de lever tous les doutes".

Le souhait de tous les Gabonais est que ce calme constaté jusque-là perdure.

Après la validation de la réélection d'Ali Bongo Ondimba par la Cour constitutionnelle

Jean Ping appelle à la "vigilance" et à la "mobilisation"

O. N. & C. O.

Libreville/Gabon

Dans une déclaration faite, samedi en milieu d'après-midi, à sa résidence de Libreville, le candidat de l'opposition dont le recours auprès de la Haute juridiction a été rejeté, vendredi dernier, a réagi à la décision de l'institution constitutionnelle. Occasion pour lui de dénoncer l'attitude de celle-ci, d'exiger la libération des compatriotes "arbitrairement arrêtés", de demander au "peuple d'être vigilant et mobilisé, etc". Enfin, il a interpellé la Communauté internationale sur la situation du Gabon.

L'opposant Jean Ping a fait une déclaration à la presse nationale et internationale, samedi dernier, au lendemain de la confirmation,

par la Cour constitutionnelle, de la réélection du président Ali Bongo Ondimba. Cette sortie a eu lieu à sa résidence des "Charbonnages", dans le premier arrondissement de Libreville. C'était en présence de ses principaux soutiens lors de la dernière élection présidentielle, et devant une assistance essentiellement composée des militants de l'opposition.

Occasion pour lui de revenir sur la décision de la Haute juridiction relative au contentieux électoral. M. Ping a déclaré que la "Cour a montré ses limites à travers son parti pris". Ajoutant que : "La Nation entière consternée a assisté à un déni de droit, à travers une parodie de procédure qui s'est achevée par une grossière manipulation de chiffres, visant à améliorer



Photo : AFP

L'opposant Jean Ping, ici entouré de certains de ses principaux soutiens, a interpellé la Communauté internationale.

la présentation du ministre de l'Intérieur et à créer une avance factice au profit de son candidat". L'ancien président de la Commission de l'Union africaine (UA) a dit avoir, devant ce qu'il a qualifié de "décision inique, antidémocratique et porteuse d'incertitudes", une pensée

pour ces femmes et hommes, "jeunes pour la plupart, disparus ou blessés durant ce processus électoral aussi critiqué que heurté". Tout comme, il a dit avoir une pensée "pour ceux de nos compatriotes arbitrairement arrêtés". Non sans exiger leur libération "immédiate et sans

conditions", citant particulièrement "le président Léon-Paul Ngoulakia, candidat à la dernière élection présidentielle".

Tout en renouvelant, "dans une profonde humilité, sa gratitude à toutes et à chacun", M. Jean Ping les a assurés de sa "détermination à faire triompher l'alternance et l'idéal démocratique dans notre pays". Et de poursuivre : "Nous ne pouvons pas laisser certains liquider définitivement cet idéal démocratique pour lequel tant de nôtres ont consenti au sacrifice suprême en perdant leurs vies ! Pour cela je ne reculerai pas. (...) J'invite le peuple gabonais à rester vigilant et mobilisé pour qu'ensemble nous puissions relever les défis qui nous attendent." Sur un tout autre plan, l'ancien candidat de l'opposition au dernier scrutin

présidentiel n'a pas manqué d'interpeller la Communauté internationale. "En ce jour de deuil pour le Gabon, a-t-il déclaré, il n'est point question de mon sort personnel. Ce sont les idéaux de la République et de la démocratie qui sont en jeu. C'est, en conséquence, l'ensemble de la Communauté internationale qui doit se sentir interpellée par cette grave menace contre des valeurs universelles (...). Avec force et conviction, j'affirme ici à son adresse, que les élections truquées et l'absence de transparence, constituent le terreau sur lequel éclosent les menaces nouvelles contre le monde libre".

Se voulant plus explicite, M. Ping a déclaré : "J'invite la Communauté internationale à prendre toute la mesure de la situation du Gabon aujourd'hui".

Réaction du Parti démocratique gabonais

AU lendemain de la proclamation des résultats de l'élection présidentielle du 27 août 2016, qui a consacré la victoire de leur candidat, Ali Bongo Ondimba, les militants et militants du Parti démocratique gabonais (PDG) félicitent et encouragent le président de la République et, avec lui, la première dame Sylvia Bongo Ondimba.

Par mon entremise, le PDG exprime sa profonde gratitude au peuple gabonais, particulièrement aux électeurs, dont la majorité absolue lui a renouvelé sa confiance, et s'engage à ne ménager aucun effort pour la mériter. Le calme qui prévaut depuis la proclamation des résultats témoigne de la maturité de la population, mais aussi de la prise de conscience bien que tardive de ceux qui avaient été manipulés pour commettre des agissements inciviques, le 31 Août dernier, portant ainsi un lourd préjudice

à notre cher pays, le Gabon.

Les efforts conjugués de plusieurs personnes soucieuses de l'intérêt du Gabon, ont concouru à cet apaisement que nous espérons durable. Nous louons le patriotisme de nos concitoyens et apprécions à leur juste valeur les efforts des amis du Gabon.

Aussi voudrais-je réitérer notre reconnaissance à sa sainteté le Pape François, à toute la communauté religieuse, ainsi qu'à tous ceux, Gabonais ou amis du Gabon, qui ont multiplié prières et messages de conscientisation à l'endroit des responsables politiques et de la population.

Les Gabonais ont apprécié le rôle des Forces de l'ordre et de sécurité qui, en faisant preuve de professionnalisme et parfois de pédagogie, ont rassuré les concitoyens, leur permettant de vaquer à leurs occupations.

Nous invitons toutes les personnes de bonne foi, la commu-

nauté internationale et tous les amis du Gabon à persévérer dans leurs efforts de consolidation de la paix au Gabon.

D'ores et déjà, en plus de la population gabonaise, nous remercions le Secrétaire général des Nations unies, le président en exercice de l'Union africaine, les Etats-Unis, le Maroc et de nombreux pays qui reconnaissent désormais les résultats de cette élection et donc la victoire d'Ali Bongo Ondimba, y compris ceux qui, conformément à un principe de droit, lui accordent le bénéfice du doute. Leur demande à la Cour constitutionnelle de publier les détails de la procédure sont compréhensibles. Le peuple apprécie en outre leur recommandation à la retenue adressée à l'opposition.

Nous relevons, pour nous en féliciter, la présence des experts de la communauté internationale à travers des juristes de l'Union

Africaine, dépêchés expressément à la Cour constitutionnelle et qui ont participé au réexamen des procès-verbaux bureau par bureau.

Cela a, in fine, contribué à la crédibilisation dudit processus aux yeux des instances et pays concernés.

L'appel au rassemblement et au dialogue réitéré par le chef de l'Etat est de nature à donner satisfaction au peuple gabonais qui a approuvé majoritairement le concept du candidat Ali Bongo, à savoir «Changeons ensemble».

Les patriotes désireux de participer à l'édification d'un Gabon prospère ne manqueront certainement pas d'y apporter leur compétence.

Le discours bien que relativement apaisant de M. Jean Ping qui, tout en appelant ses partisans à demeurer mobilisés et vigilants, les incite insidieusement à la désobéissance des lois, ne va

pas encore dans le bon sens d'un comportement républicain.

Il doit davantage contribuer à éviter au Gabon de nouvelles destructions et un gâchis de plus. Avec son entourage, ils devraient s'abstenir d'inciter le peuple à la haine et à la défiance. L'amour de la patrie et le souci de l'avenir de la Nation gabonaise nous commandent pragmatisme et sagesse.

Pour sa part, le PDG est prêt à transcender, contribuer aux réformes et à un meilleur fonctionnement des institutions de la République, afin de mieux servir les aspirations légitimes de ses militants et du peuple gabonais.

Le Secrétaire général du PDG

Faustin BOUKOUBI